



BRETAGNE

Confédération Paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Rennes, le jeudi 24 octobre 2013.

Communiqué de presse

La Confédération paysanne ne participera pas demain- vendredi 25 octobre – à la réunion « Ecotaxe » à la Préfecture de Région.

Nous considérons que l'amalgame qui est fait aujourd'hui entre la crise de l'agroalimentaire breton et l'écotaxe relève plus du populisme que de l'économie. Nous ne pouvons pas considérer que l'écotaxe soit responsable en quoi que ce soit dans cette crise : pas un seul centime n'a encore été prélevé sur les entreprises.

De plus, les craintes liées à cette taxe, énoncées pour la compétitivité des entreprises, sont l'arbre qui cache la forêt. **La crise actuelle de l'agroalimentaire a plus de lien avec de mauvais choix économiques de dirigeants d'entreprise y compris coopératives**, en pariant incessamment sur la croissance des volumes plus que sur la valeur ajoutée des productions bretonnes. Tout le monde n'est pas en difficultés : regardons d'abord quelle entreprise l'est et son positionnement en termes de produits et de marchés ou encore sa stratégie de rémunération et de formation de ses salariés...

La mise en place de l'écotaxe, est effectivement à revoir dans ses modalités sous peine de provoquer des effets contre-productifs aux objectifs initiaux (comme la pénalisation des productions locales faces aux productions importées). Mais n'oublions pas ses enjeux : c'est une décision du grenelle de l'environnement porté par le précédent gouvernement et issu d'une large concertation,, pour faire face aux défis du réchauffement climatique. Des moyens efficaces doivent être mis en place afin de réorienter certains aspects de notre économie. L'agriculture comme d'autres secteurs est concernée.

Il convient aussi d'étudier les retombées positives de ces taxes y compris chez nous, qui permettraient d'améliorer entre autres les infrastructures de transport, de la région. En tout état de cause, l'utilisation de ces taxes devra être la plus efficace possible.

Le refus dogmatique de toute discussion sur le sujet, sous prétexte que l'agroalimentaire est en crise augure mal des avancées nécessaires que nos économies devront faire face à ces enjeux climatiques.

Face donc à ce brouhaha médiatique la Confédération paysanne n'ira pas aboyer avec les loups à cette réunion. **Les paysans bretons vont demain perdre plus de 60 millions d'euros par an avec la mise en place de la nouvelle PAC, nous préférons nous mobiliser en priorité sur la défense des paysans.**

Pour contact :

Jean CABARET, porte-parole régional : 06.75.13.35.15